

### L'Ecole objet de convoitise pour l'extrême-droite

Par la présence d'élus Fn dans les conseils d'établissement ou par la tentative de faire nommer à l'Université des enseignants aux thèses racistes, l'extrême-droite révèle son appétit d'infiltration dans l'éducation nationale.

#### L'école dans National Hebdo

Comment NH parle de l'école ? Petite compilation à partir d'articles de 1997 et 1998.

« **Les victimes, c'est nous** »... ou comment apparaît la théorie bien connue du complot (NH du 06.02.97). Plusieurs articles parlent de « chasse aux sorcières » contre des enseignants : « La chasse à l'homme est ouverte. Visé, le gibier national. » (NH du 11.12.97). Les articles dénoncent « la police de la pensée », « l'inquisition », « l'épuration », « la cabale », la « mise au pilori »... « Le feu et le crime sont aux portes des lycées », tandis que les syndicats pratiquent « l'autodafé », mettent « des livres au bûcher » (NH du 06.02.97), référence à l'affaire du CDI de Saint-Ouen l'Aumône.

Le rappel des faits reprochés aux enseignants - nommément cités, tous membres du MEN (Mouvement pour un Enseignement National) ou du Fn - et des sanctions est évidemment succinct et déformé. Les auteurs des articles expliquent que le révisionnisme est un « blasphème », ou une « mise en doute de la vérité historique officielle ».

Il s'agit d'affaires extrêmement graves : un professeur de Honfleur sanctionné pour négationnisme, des enseignants donnant des

devoirs sur la comparaison de la « fécondité des femmes étrangères et françaises » et de ses conséquences.

« **Ce sont les jeunes issus de l'immigration qui désintègrent l'école** »

Deuxième thème récurrent : « l'immigration - invasion ». L'immigration est pour NH la cause de toutes les violences : « l'école est malade de l'immigration » (NH du 30.04.98).

Mais c'est avec l'exemple de la Seine-Saint-Denis que les auteurs se déchaînent : « la cause première des problèmes de l'enseignement en Seine-Saint-Denis... c'est le poids écrasant de l'immigration, le casse-tête insoluble d'une éducation unique pour les enfants issus de civilisations multiples » (NH du 09.04.98). Le mouvement de grève dans le 93 « n'a rien eu de spontané »... Explication, si on peut dire : « C'est la première fois que le lobby de l'invasion agit au niveau départemental. La guerre civile progresse. »

Pour NH, le 93 est un département « perdu »... et l'amalgame et la paranoïa continuent : « avec les clandestins et les bi-nationaux, avec les immigrés seconde génération, la proportion de non-européens en Seine-Saint-Denis se situe entre 45 % et 50 % du total ( ? ) et devrait être majoritaire au début du 21ème siècle ».

Le MEN parle du « double phénomène de violence scolaire et de mondialisation » et souligne « la soumission à l'idéologie dominante, multiraciste, qui s'accompagne d'une perte des valeurs morales et intellectuelles ». Le « complot » vise la « colonisation de la France » (NH du 11.02.97) et les syndicats, « très gauchistes »... qui sont les « collaborateurs actifs de l'invasion et de la destruction de notre pays ».

Olivier Pichon, président du MEN, met en parallèle « cette période de barbarie qui s'exprime par la violence, l'illétrisme » (NH du 06.02.97) et le « nouvel ordre éducatif mondial » (NH du 25.06.98). Heureusement, le programme du MEN, lui, prône des

#### Sommaire

P. 1 à 3 Dossier Ecole : L'école dans NH, présence d'élus FN dans les établissements et ripostes, tentative d'infiltration à l'Université

P. 3 Initiatives syndicales

P. 4 Dans la presse fasciste

« sanctions lourdes », le « rétablissement de l'autorité »...

Derrière tous les artifices de la propagande, le thème dominant de la préférence nationale est bien omniprésent dans tous les articles. Rappelons que parmi les « 300 mesures pour la France » de 1993, figuraient entre autres les quotas pour les élèves d'origine étrangère dans les écoles, la suppression des écoles maternelles (la « véritable éducation » des enfants doit relever de la famille, en particulier de la mère, au foyer bien sûr), et un « projet éducatif » rappelant nettement le tryptique tristement célèbre « Travail - Famille - Patrie »...

### **Aujourd'hui des élus Fn siègent dans les conseils d'établissements, écoles, collèges, lycées...**

La présence d'élus régionaux Front national dans les conseils d'administration des lycées n'est pas limité aux régions dans lesquelles la droite a fait alliance avec le parti fasciste. En Bretagne par exemple, le Fn a obtenu 20 de ces sièges ; 35 en Languedoc-Roussillon... Les élus Fn sont décidés à se présenter à toutes les réunions (NH du 11.06.98).

L'hebdomadaire frontiste dénonce (NH no. 729 du 09.07.98) les organisations qui veulent « interdire les lycées au Front national » et explique pourquoi il est « nécessaire que le Fn fût présent dans les lycées et les collèges. Pluralisme, respect de la volonté populaire, expérience (...) » mais surtout « les élus de Jean-Marie Le Pen (sont) les seuls à vouloir faire respecter la neutralité et l'apolitisme qui sont inscrits dans nos lois mais tellement peu respectés dans la réalité ! »

A la lumière des articles de NH précités, on mesure effectivement la neutralité dont sont capables les élus Fn !

### **Quelles ripostes ?**

Manifester de façon unitaire, empêcher la tenue des conseils d'administration au risque de retarder des prises de décision importantes pour le fonctionnement des établissements ?

Le débat n'est pas clos dans les syndicats d'enseignants.

Sur le terrain, les actions sont multiples :

- Les manifestations peuvent être le fait d'un collectif de profs et d'élèves, comme à Saint-Amand dans la région Centre (La Nouvelle République du 27.05.98) ; l'accès de la salle du CA a été barré à l'élus Fn.
- En Bretagne, la riposte est largement unitaire : syndicats, associations, fédérations de parents d'élèves ; à Redon,

les syndicats et les élus de gauche ont refusé de siéger ; à Brest et à Rennes, des manifestations ont rassemblé des milliers de personnes.

- Les communiqués et les pétitions se multiplient (pétition FSU de la Drôme, par exemple, pour refuser la présence d'élus Fn dans les instances de l'Education Nationale).
- Le groupe départemental de la FSU - Ecole émancipée de la Saône-et-Loire déclare « qu'accepter de siéger, même en dénonçant les idées et paroles de ce parti revient en fait à lui donner une crédibilité et une légitimité politique qu'on doit lui refuser ».
- Au lycée H. Fontaine de Dijon, on s'est organisé : l'ensemble des syndicats s'est engagé à ne pas siéger au côté « d'un représentant de la région élu par le Fn ». Les membres du CA envisagent de tenir les réunions sans lui, dans une autre salle. « Nous ne proposons pas la politique de la chaise vide, mais nous cherchons à assumer nos responsabilités (...) dans un CA légitime et où la seule chaise vide soit celle de l'indésirable de la région ».

La FSU, dans sa revue « Pour » de juin 1998, rappelle qu'elle a déjà exprimé son « désaccord avec ces désignations » et son « refus de voir le Front national disposer ainsi de tribunes pour exprimer des idées et des valeurs contraires à celles qui sont la base de l'éducation ». Dans les établissements où le Fn siège, « la vigilance doit être la règle (...) Il faudra veiller à dénoncer, dans l'unité avec les personnels, les élèves et les parents, tout dérapage et toute atteinte à la laïcité ».

### **Un exemple d'infiltration en cours à l'Université Paris XIII ?**

L'Université Paris XIII (Paris Nord Villetaneuse) sera-t-elle bientôt dotée d'un laboratoire de « Génétique Raciale » ? Cette année, il s'en est fallu de peu qu'un enseignant raciste ne s'y trouve nommé professeur.

Voici comment : un poste de professeur est attribué au laboratoire d'éthologie expérimentale et comparée, au titre de la recherche ; le profil du poste est celui d'un biologiste moléculaire, mais dans une spécialité très pointue, celle des neurosciences ; le candidat devra faire de la biologie comportementale.

Est-ce en raison de l'étroitesse du profil, ou de la quasi-absence de publicité pour ce poste,

toujours est-il que l'on n'aura qu'une seule candidature. C'est celle de Gérard Lucotte. Dans son CV, il est fait mention d'un poste de professeur associé à la Faculté de Médecine de Reims, d'un poste de professeur à l'Ecole d'Anthropologie de Paris, ... et de ses fonctions d'animateur au Club de l'Horloge !

On a de lui un texte très bref, paru dans « La Recherche » de janvier 1998, dans lequel est posée la question de savoir s'il faut nier l'existence des races, ou si une telle dénégarion n'a pas pour seul effet de réduire le crédit des hommes de sciences qui la soutiennent. On dispose aussi d'un article du Monde (15-16.12.96) relatant une intervention de Gérard Lucotte au Club de l'Horloge, un jour où ce club attribuait des « prix de désinformation » à un certain nombre de chercheurs antiracistes. A cette occasion, l'animateur s'était déchaîné contre André Langaney, coupable de soutenir que les gènes n'ont pas de race, que nous sommes tous à la fois parents et différents, et que du point de vue biologique, on ne doit parler ni d'égalité ni d'inégalité.

La candidature de Lucotte est néanmoins retenue. Il passe devant la commission de spécialistes et une majorité de voix sont en sa faveur.

Pourtant, il ne sera pas nommé Professeur à Paris XIII. Pourquoi ? Parce que - coup de théâtre - certains se sont aperçus que, renseignement pris auprès de la Faculté de médecine de Reims, Lucotte n'y avait jamais été professeur associé, comme il le prétendait !

Toutefois le poste est resté vacant, et le candidat malchanceux semble bien décidé à repostuler l'an prochain. On le comprend. L'enjeu est de taille : le message néo-nazi passe tellement mieux quand il revêt la toge ! Aussi que ne ferait-on pour procurer aux idées les plus glauques le prestige des laboratoires de recherche et la caution de l'Université !

#### LES PROCHAINS NUMEROS D'ISA

- Le racisme au travail
  - les syndicats dans les villes occupées (Toulon, Orange, Marignane, Vitrolles)
  - L'infiltration du FN dans les syndicats
- N'hésitez pas à nous adresser documents-tracts, motions... et/ou articles pour enrichir ces prochains numéros !**

#### Initiatives syndicales

#### « Racisme et comportements professionnels aux Finances » : une étude à l'initiative de la fédération des Finances CGT

La fédération des Finances CGT, en collaboration avec l'Institut Syndical d'Études et de Recherche Économiques et Sociales (ISERES) de la CGT et l'Unité de Recherches Migrations et Sociétés (URMIS) du CNRS a mené, entre le 1er juillet 1997 et le 1er mars 1998, une étude sur « Racisme et comportements professionnels aux Finances ».

Cette étude a fait l'objet, dans le cadre de l'année européenne de lutte contre le racisme, d'une convention passée entre la Commission Européenne et la fédération CGT. Elle a été menée sur le terrain dans les trois plus grandes directions du ministère (Impôts, Trésor, Douanes). Ponctuant le travail de terrain, deux séminaires de recherches ont réuni, en novembre 97 et mars 98, des militants CGT des Finances et des chercheurs de l'URMIS et de l'ISERES.

La brochure relatant ce travail vient d'être publiée. L'introduction précise que « au delà d'une condamnation globale, idéologique et morale du racisme et des discriminations et, devant le développement de comportements xénophobes, il est apparu indispensable [à la fédération] de mieux étudier, pour mieux expliquer et mieux combattre les causes de ce phénomène » et que « ce travail servira de support à une campagne antiraciste ».

Le sujet a été traité en trois parties : problématique générale du projet ; des témoignages d'agents recueillis lors des journées d'études ; l'apport des chercheurs.

Dans la postface, Pierrette CROSEMARIE, secrétaire générale de la Fédération écrit : « Nous souhaitons faire [de cette brochure] un support de débats et d'initiatives dans tous les services du Ministère, comme nous souhaitons que vous, lecteur, deveniez participant actif de notre campagne. La lutte contre le racisme et la xénophobie engage collectivement le syndicalisme et individuellement les militants, syndiqués et agents du Ministère... »

ISA reviendra sur le contenu de cette brochure dans son prochain numéro dont le dossier sera consacré au racisme au travail, en particulier sur les témoignages d'agents et les réflexions des chercheurs.

Dans la presse fasciste

## Quand National Hebdo s'intéresse aux syndicats

Depuis son tournant « social », le Fn tente de s'implanter dans le monde salarial : infiltrations des syndicats reconnus, tentatives de création de « syndicats » à sa botte, présentation de candidats aux élections professionnelles et prud'homales. Pour mener cette offensive et devant l'échec relatif de cette stratégie, il s'agit pour le Fn de discréditer les syndicats. NH a publié ces derniers mois une série d'articles, teintés de calomnie et de mensonge, visant à « démontrer » que les syndicats ouvriers sont avant tout des appendices des partis politiques de gauche.

Dans le no.722 du 21.05.98, c'est SUD et le Groupe des 10, « syndicats trotskysés », qui sont en ligne de mire. On y trouve selon NH des « internationalistes n'ayant jamais renié les crimes du communisme ni la dictature du prolétariat », et leurs dirigeants sont des « révolutionnaires professionnels », comme Annick Coupé (Secrétaire de SUD PTT), fille de « parents petits commerçants locaux sans doute poujadistes »... ou Christophe Aguiton (responsable de AC !), fils de « magistrat à la Cour de Sûreté de l'Etat et conseiller général UDF » et d'une « militante d'extrême gauche bien connue ». Ces syndicats, dominés par des « taupes rouges », servent aussi selon l'hebdomadaire frontiste de réservoir à la LCR. Dans le no.724 du 04.06.98, NH s'en prend à l'UNSA, née il y a cinq ans de la scission de la FEN, et composée aussi de la FASP et d'autres syndicats « se situant entre FO et la CGT ». NH « analyse » pour ses lecteurs la stratégie de l'UNSA : « fortement marquée à gauche, malgré un discours de façade 'apolitique' », l'UNSA veut mener un combat sans merci contre les idées racistes, xénophobes et antisémites véhiculées par l'extrême droite. En outre, les « meneurs » de l'UNSA, « par le biais de diverses loges maçonniques (...) coopèrent activement avec

le pouvoir en place » et le PS mais entretiennent aussi de bons rapports avec certains éléments de l'UDF et du RPR. Mais le véritable but de l'UNSA selon NH est de « désintégrer » FO puis de fusionner avec la CFDT...

La CGT a les honneurs de la Une de NH no.735 du 20.08.98 sous le titre : « Plastiquages, agressions, crimes, détournement de fonds... la CGT, une milice au service du PC ». « L'activisme de la CGT, depuis de nombreuses décennies, ne relève pas de l'action syndicale mais bien de l'action terroriste ». Et NH de dresser « une liste - non exhaustive - des crimes et délits perpétrés depuis des années, et souvent en toute impunité, par la CGT (...) tous relèvent du tribunal, certains des assises, et auraient dû, depuis longtemps, entraîner l'interdiction du syndicat communiste ». Suit, sous le titre « Le syndicat du crime », une liste des actions attribuées à la CGT : on y trouve entre autres l'explosion d'une bombe chez André Bergeron, alors secrétaire général de FO en 1975, le « suicide » de René Lucet en mars 1982...(et pourquoi pas aussi le vol de la tête de la statue de la Petite Sirène d'Andersen à Copenhague...), mais aussi - délit majeur... - l'exclusion de ceux qui se présentent aux élections politiques sous l'étiquette du Fn. Extrait du journal fasciste : « il est vrai que lorsqu'on est capable d'organiser l'exposition de squelettes de religieuses, de crucifier des enfants aux portes des granges ou de fusiller une mariée dans sa robe blanche, on est capable de frapper une femme enceinte. »

Pour National Hebdo, peu importent le fond et la forme. Ses lecteurs auront compris que les syndicats sont, au choix, un repaire de « révolutionnaires professionnels », de magouilleurs inféodés à « diverses loges maçonniques », ou de dangereux criminels impunis. Dans ces conditions, devinez qui seul peut défendre vraiment les travailleurs... à condition qu'ils soient français !

### Abonnement à ISA

Nom, Prénom (ou syndicat) :

Adresse :

Code Postal : Ville :

10 numéros (1 an) : 50 frs

Abonnement de soutien : 100 frs ou plus

Chèques à l'ordre d'ISA

Pour nous contacter

BP 241-16 75765 Paris cedex 16

Tel- Fax : 01 42 30 96 63

Informations Syndicales Antifascistes (I.S.A.)

Dir. De publication F. Pécoup – Comité de rédaction :  
commission syndicale de Ras l'front

CCPA n° 0603 S 05157

imprimé par nos soins